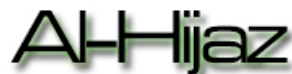


al futuhat

[Home](#) [Index](#) [Chrono](#) [About](#) [Links](#)



Pages d'Histoire



L'opposition islamiste

C'est à ce moment qu'apparut le Comité pour la Défense des Droits Légitimes en Arabie Saoudite qui fut initialement établi à en mai 1993. Six Sa'oudi signèrent la lettre de déclaration de la fondation de l'organisation. Dans leur document de fondation, ils déclarèrent que leur intention générale était de lever l'injustice et d'établir les droits d'individus selon les principes de la Shari'ah. Dans cette première lettre, aucune critique sur le gouvernement ou le groupe au pouvoir ne fut mentionnée. Soutenu par des versets du Qur'an et plusieurs Ahadith, les signataires invitèrent les gens à fournir au comité des renseignements sur les cas rattachés à l'injustice. Dans deuxième communiqué, signé par cinq membres du comité puisqu'un premier signataire retira son soutien sous la pression gouvernementale, le groupe souligna de nouveau que leur programme était tiré de la Shari'ah, que leur intention n'était pas de former un parti politique, comme cela avait été mentionné par « erreur » dans les médias et réfutèrent les allégations qu'ils encourageaient le désaccord et le chaos et insistèrent que leur intention était de promouvoir la vertu et interdire le vice, un devoir purement islamique.

Si seulement, par crainte du gouvernement, six Sa'oudi signèrent le document initial, l'organisation comptait plusieurs activistes, principalement professionnels et d'orientation islamique. Deux d'entre eux devinrent la force motrice lorsque le comité cessa d'opérer en Arabie Saoudite. Muhammad al-Mas'ari, le fils de 'Abdallah al-Mas'ari, un juge retraité qui avait signé la première lettre du comité, fut nommé le porte-parole après sa distinction dans ses relations avec les médias occidentaux et Sa'd al-Faqih, qui joua un rôle important dans les premiers stades et plus tard quand le comité déplaça son quartier général à Londres en 1994. Si les fondateurs étaient des savants religieux, ces deux activistes étaient des professionnels. Al-Mas'ari est un professeur de physique et al-Faqih un docteur médical.

Le Comité fut immédiatement interdit en Arabie Saoudite puisque ce mouvement fut considéré une menace aux yeux du gouvernement. La plus haute autorité religieuse, le Haut Conseil des 'Oulama désapprouva l'organisation dans un pays gouverné selon les « principes d'Islam » pour les citoyens mais non pas pour le gouvernement. Certains des membres du comité dont son porte-parole, Muhammad al-Mas'ari, furent emprisonnés et libérés plus tard.

Al-Mas'ari apparut plus tard à Londres où en avril 1994 avec al-Faqih, établirent le quartier général du Comité et une nouvelle phase d'opposition islamiste commença puisqu'ils disposaient d'un accès libre aux médias occidentaux et arabes pour lancer leur campagne. Un site Internet fut lancé et l'utilisation des technologies de télécommunication, fax et courrier électronique, furent largement utilisées avec ses partisans en Arabie Saoudite et à l'étranger.

Dans la lettre d'introduction qui annonça l'établissement du Comité pour la Défense des Droits Légitimes en exil, le comité projeta une double image de son but et fonction. La première image ancrat l'organisation dans le domaine d'organisation humanitaire et la deuxième dans l'Islam, le cadre pour toutes ses actions et motivations. Le comité insista sur le fait que sa compréhension des Droits Légitimes de l'Homme provenait de l'Islam et non pas de celles des « perceptions fluctuantes » occidentales des Droits de l'Homme « Blanc » avant tout.

Dans un communiqué ultérieur, le comité réitéra qu'il n'était pas un Hizb Siyasi, un parti politique avec des buts politiques. Le comité, en outre, ajouta que sa mise en évidence des problèmes telles que les arrestations, les abus de droits de l'homme et la torture était une infraction dans le domaine du pouvoir judiciaire, les tribunaux et les Conseils de Doléances et que sa sphère d'activité ne se limitait qu'à ce qui était permis, possible et recommandé par l'Islam.

Soutenant que c'était une organisation humanitaire islamique, les membres de CDDL firent des déclarations qui peuvent seulement être décrites comme politiques. Plusieurs communiqués

furent consacrés aux critiques du roi et des membres de la famille royale. Dans une interview, le porte-parole al-Mas'ari décrit « la famille royale comme des fossiles qui devraient disparaître. Il déclara que le gouvernement était la monarchie, l'état, la famille et la mafia. »

Pareillement, le directeur du comité, al-Faqih, annonça que les chefs de l'état islamique devraient être élus et responsables et qu'as-Sa'oud n'entrait pas dans cette catégorie. Il demanda l'établissement d'un pouvoir judiciaire indépendant, une économie dans laquelle la richesse serait également distribuée, une politique étrangère plus sensible aux inquiétudes islamiques et à une forte armée capable de défendre le pays en temps de crise. Il signala aussi que le comité des 'Oulama était devenu était devenu l'apologiste public puisque le Haut Conseil des 'Oulama continuait à publier des décrets religieux pour le soutien des politiques gouvernementales.

Dans une lettre ouverte au Haut Conseil des 'Oulama, le comité demanda : « Nous vous demandons de donner votre opinion véridique sur ce gouvernement, surtout sa politique économique et sa position vis-vis des Imams et savants religieux. La communauté musulmane sait que ses chefs sont alliés aux ennemis de l'Islam, par exemple les communistes au Yémen. Nos chefs emprisonnent les Imams, les torturent et les empêchent de dire la vérité. Nos chefs gèrent mal nos ressources économiques et volent nos richesses. »

Le consentement des 'Oulama pour l'injustice gouvernementale flagrante fut critiqué par al-Mas'ari qui décrit leur silence sur les événements de politique importantes comme non seulement leur mort mais leur complicité et que l'Arabie Saoudite était devenue le cimetière des 'Oulama. Il les encouragea à briser le silence et à discuter de la légitimité d'un gouvernement qui réduisait leur vigueur intellectuelle, les confinaient au contrôle de moralisateur public et de publier des déclarations d'approbation qui coûtaient des millions au gouvernement. Il distingua plus tard les 'Oulama véridiques, plus tard connu comme 'Oulama as-Sahwah (savants du réveil) et des 'Oulama as-Souh (savants du mal) qui avait vendu leur religion et leur foi. Les premiers payèrent un prix élevé puisqu'ils furent tous emprisonnés et torturés tandis que les derniers prospérèrent dans le rôle confortable de servants dociles et soumis approuvant leur maître.

En plus du fait de critiquer les 'Oulama traditionnel, le CDDR devint une source d'information sur la corruption gouvernementale, l'abus des Droits Islamique de l'Individu, la torture et l'emprisonnement des dissidents et leur disparition dans le pays, la mauvaise gestion des affaires relatives au pèlerinage, l'échec de services publics, les vies privées des princes et leurs scandales et corruption. Cependant, le comité allait bientôt faire face au désaccord dans ses propres rangs quand un conflit surviendra entre les deux membres fondateurs.

En mars 1996, al-Mas'ari annonça dans un communiqué que le comité avait décidé de terminer le rôle d'al-Faqih et donna plusieurs raisons dont son refus de publier une littérature très critique contre la famille régnante et qu'il était entré en contact avec le prince héritier 'Abdallah sans donner des détails sur la nature de ce contact. Al-Mas'ari impliqua d'une façon subtile la coopération d'al-Faqih avec le gouvernement. De même, il alléguait qu'al-Faqih, le responsable des finances du comité, avait refusé de payer les factures des avocats chargé de la demande d'asile politique en Grande-Bretagne. Ces accusations publiques révélèrent des désaccords profonds entre al-Faqih et al-Mas'ari. Cette histoire fut confirmée par al-Faqih qui prétendit que la dispute avec al-Mas'ari était rattachée au fait que ce dernier construisait des ponts avec la branche britannique du Hizb at-Tahrir et 'Omar Bakri, décrit par al-Faqih comme un shaykh ignorant. Al-Faqih fit aussi des observations sur l'affrontement des personnalités entre lui et al-Mas'ari qu'il décrit comme un homme extrêmement instruit avec une personnalité flamboyante. Il loua la connaissance générale d'al-Mas'ari et sa capacité de communiquer avec la presse pendant les premiers jours à Londres et que ces qualités avaient renforcé l'image du CDDR.

La fissure s'avéra être fatale à l'organisation qui perdit sa crédibilité tant en Arabie Saoudite qu'à l'étranger.

Le communiqués d'Al-Mas'ari devinrent irréguliers pour disparaître à la fin de 1996. Le porte-parole plus actif du CDDR et après 1996 al-Faqih, maintenant le directeur de MIRA, continua d'envoyer des communiqués hebdomadaires, Sous le titre Islah. (Réforme). Le contenu d'Islah ne différa pas des publications précédentes et à la fin des années 1990, MIRA semblait être l'organisation islamiste la plus efficace opérant à l'extérieur de l'Arabie Saoudite.

Son site Internet, le bulletin arabe et les publications mensuelles spéciales (l'Arabie Dévoilée et l'Arabie dans les Médias) en plus de plusieurs livrets écrits par al-Faqih, révélèrent un haut

niveau de planification et d'efforts de son directeur et de ses assistants informatiques extrêmement qualifiés.

MIRA continua ses campagnes contre as-Sa'oud qui selon un livret écrit par al-Faqih : « leur absolutisme, arrogance et style personnel de gouvernement créèrent des conditions particulières contre-productives. » De plus, il accentua le complexe d'infériorité d'as-Sa'oud dans leurs relations avec l'occident et leur dépendance totale à l'argent pour résoudre les problèmes. « Le dollar était devenu la solution et était utilisé pour taire la critique, corrompre les gens à l'intérieur du pays et à l'étranger et aussi utilisé pour faire taire les critiques et les alliances de béton avec les gouvernements étrangers. »

En dépit de sa critique de la famille royale, al-Faqih hésitait sur l'avenir du pays sans le leadership d'as-Sa'oud. Il dit : « Je ne suis pas prêt à dire que nous avons besoin d'arracher l'arbre (as-Sa'oud) du sol parce qu'il n'existe actuellement aucune alternative en Arabie Saoudite. Seuls les 'Oulama peuvent diriger les affaires gouvernementales pendant une période de transition, autrement nous reviendrons à l'ère des seigneurs de guerre local. »

En plus du CDDR et de MIRA, l'Arabie Saoudite fit face au défi d'une opposition islamiste plus globale, le groupe associé à Oussama Ibn Laden (né en 1957), connu comme le Comité de Réforme et de Conseil. Ben Laden était originaire d'une famille Hadrami (Hadramaout - Yémen) qui fit ses fortunes dans l'architecture en Arabie Saoudite. La carrière politique d'Ibn Laden commença en Afghanistan où il soutint le mouvement de résistance afghan dans sa lutte contre l'armée soviétique en utilisant sa richesse personnelle pour aider les Moujahidine arabes disposés à rejoindre la résistance afghane. Il mit sur pied plusieurs pensions et camps d'entraînement en Afghanistan où ces volontaires furent accueillis, le plus célèbre d'entre eux fut al-Qa'idah (la Base), établi en 1988. Ces activités initialement acceptables en Arabie Saoudite devinrent une menace quand Ibn Laden objecta à l'invitation des troupes américaines et critiqua la décision de Sa'oud et de l'Arabie Saoudite qui lui valurent d'être déchu de sa citoyenneté en 1994. Depuis lors, il intensifia ses critiques sur l'Arabie Saoudite et son alliance avec les États-Unis.

Une décade après la guerre de Golfe, l'Arabie Saoudite vit sa prospérité incertaine coulée par les dettes contractées par la guerre du Golfe, le prélude au nouveau fractionnement du Moyen orient.





L'invasion américaine de l'Arabie

Le monde bascula lorsque les communistes soviétiques furent des sommets au cours des années 90 et 2000. Ils avaient autre puissance mondiale. C'est pourquoi après la guerre musulman dans le Moyen Orient et l'Arabie Saoudite était la

finalement vaincus et qu'ils laissèrent les Etats Unis, la seule désormais les mains libres pour soumettre le monde à leur de Golfe en 1991, l'Amérique se devait de construire une grande place idéale puisque ses forces y étaient déjà déployées.

superpuissance mondiale et la confiance américaine atteignit volonté sans craindre une quelconque résistance ou pression d'une base militaire pour maintenir sa présence et au cœur du monde

Une base militaire au sein de la terre sacrée du Prophète parmi les Musulmans en général mais plus particulièrement à islamique et conservateur, et qui devaient forcément savoir

Muhammad (sallallahou 'aleyhi wa sallam) qui avait ordonné : « Oussama Ibn Laden qui fut choqué par l'aval du royaume saoudien combien un tel acte était humiliant pour les honorables

Expulsez les polythéistes de la Péninsule Arabique » causa un choc pour l'établissement d'une telle base et qu'il considérait musulmans. Le royaume saoudien, qui avait des liens étroits avec la famille

d'Oussama, lui affirmèrent que ces bases américaines étaient juste pour repousser toute éventuelle invasion de Saddam Hussein qui devenait de plus en plus puissant dans le Moyen-Orient. Oussama affirma que cela n'était pas nécessaire et qu'il était en mesure de lever une armée de Moujahidine musulmans qui pourrait repousser de telles invasions sans problèmes mais le royaume l'ignora et préféra que les forces chrétiennes américaines qui comportaient dans ses rangs des bataillons de femmes pour défendre la terre la plus sacrée des Musulmans à la place des Musulmans eux-mêmes.

De plus, il fut convenu qu'en échange de l'aide américaine plus pour la défense de la famille royale que des Musulmans en particulier, l'armée américaine aurait le droit d'occuper la Péninsule Arabique en y gardant indéfiniment une base militaire. En d'autre terme, l'Amérique avait une armée en Arabie, cette armée avait construit une ville pour un séjour permanent et le régime saoudien était soumis aux Américains qui gouverneraient dorénavant la Péninsule Arabique.

Outré par une telle humiliation, Oussama Ibn Laden commença à planifier pour se débarrasser de cette occupation et après un grand nombre d'appels publics et avoir pressé le royaume saoudien pour expulser les Américains, il quitta finalement le royaume et se rendit au Soudan où beaucoup de vétérans arabes Afghans qui ne pouvait pas revenir dans leurs pays d'origine, s'installèrent. Sa Déclaration de Guerre contre les Américains en 1996 stipulait : « Aujourd'hui vos frères et fils, les fils des Haramayn, ont commencé leur Jihad fis-Sabilillah (pour la cause d'Allah), pour expulser l'ennemi occupant de la Terre des Haramayn (les deux lieux sacrés).

Au milieu des années 90, des jeunes arabes afghans (les arabes afghans est l'appellation donné aux Moujahidine arabes qui combattirent l'invasion communiste soviétique aux cotés des Afghans) commencèrent à viser les intérêts américains et les Américains dans la Péninsule d'Arabique et menèrent des campagnes violentes qui culminèrent avec les bombardements de Riyad le 13 novembre 1995 qui visa le bureau du directeur de la garde nationale saoudienne suivit par celui de Khobar en 1996.

En raison de l'énormité de l'attaque, de la pression internationale et ne sachant pas qui pouvait être les auteurs, les Américains et les Saoudiens compilèrent les détails de plus 10000 personnes qui avaient un lien quelconque avec la guerre afghane au cours des années 80 et qui furent aussitôt visés et attaqués par la police saoudienne et enlevés et placés dans des cachots où ils furent sauvagement battus et torturés sous la surveillance des Américains. La police procéda à des arrestations en masse et des interrogatoires brutaux systématiques contre des centaines de jeunes islamistes saoudiens. Aucun détail de l'enquête n'émergea quand le 22 avril 1996, le ministre de l'intérieur Nayyif déclara à la télévision que les bombardiers de Riyad avaient été identifiés, suivit par programme un 40 minute dans lequel quatre jeunes hommes, 'Abd al 'Aziz al Mi'thim, Riyad al Hajiri, Mouslih ash Shamrani et Khalid as Sa'id « confessèrent » leur crime et expliquèrent en détail comment l'opération fut réalisée. Je ne sais pas si vous avez déjà été torturé et ne vous le souhaite jamais mais la torture a de bien qu'elle permet au torturé d'imaginer à volonté TOUT ce qui pourrait faire plaisir aux tortionnaires pour les « apaiser » et donc les aveux obtenus sous la torture sont rarement véridiques cependant les tortionnaires, en général des sadiques névrosés, ne torturent que pour le plaisir.



Torture dans les cachots saoudiens ou le début de la guerre contre l'Islam

Bien avant cette opération et après la mort de Faysal, le gouvernement saoudien finança quelques activistes anti-islamiques comme la résistance de John Garang pour la partition du Soudan, la division de la résistance islamique afghane après le départ des Soviétiques et le démantèlement du Front Islamique du Salut Algérien cependant, ce n'est qu'après cet attentat

que les Saoudiens avec leurs alliés américains et occidentaux allaient être à la tête de la lutte anti-islamique mondiale et devenir le principal bailleur de fonds, une lutte qui allaient bientôt prendre le nom « guerre contre la terreur. »

L'emploi de la torture extrême, brutale et sévère devint systématiquement employé contre la rébellion islamique ainsi que leurs familles menacées de viol sous les yeux du prisonnier s'il n'avouait pas les « crimes » que le régime lui attribuait. Certains moujahidine qui avaient seulement lutté en Afghanistan et pas en Arabie devinrent sous intense pression à cause des mensonges forgés et obtenus dans les prisons par les Mabahith (service de renseignement saoudien) qui les avait forcés sous la torture à signer des papiers ou ils « reconnaissent vouloir renverser le régime saoudien. » justifiant ainsi leur torture puisqu'ils reconnaissent leurs culpabilités et qu'ils étaient des khawarije (une secte extrême qui lutte uniquement contre les Musulmans), une accusation qui reviendra à chaque fois pour qualifier ceux qui désirent implémenter le Califat Islamique.

Les gens qui ne furent pas impliqués avec Oussama ou son groupe étaient simplement des religieux qui luttèrent contre les Russes en Afghanistan furent aussi choqués que leur pays qui avait pourtant soutenu le Jihad afghan au cours des années 80 et prétendait servir l'Islam et les Haramayn (deux mosquées sacrées) torturait des hommes qui avaient versé leur sang pour la défense des Musulmans. Les effets de l'emprisonnement furent si sévères que lorsque les savants Salman al-'Oudah et Safar al-Halawi furent libérés, ils étaient devenus totalement pro-régime saoudien. Ainsi un grand nombre de Musulmans se rendirent compte que le régime des Sa'oud, sur les ordres de l'Amérique dont il était devenu le total agent, était disposé à torturer les Musulmans dont le seul crime était de vouloir suivre les enseignements islamiques, défendre leurs frères à l'étranger et expulser les polythéistes de la Péninsule d'Arabie.

En fin de compte, cette sévérité du régime saoudien n'engendra pas le résultat escompté mais une nouvelle radicalisation des Musulmans qui poussa le régime saoudien à chercher une autre solution et en 1999, il commença un processus de libéralisation politique, rendit les lois plus souples et prévint les durs traitements et l'ordre dans les prisons mais cette nouvelle approche, allait dans un futur très proche, s'avouer néfaste pour le régime saoudien puisque ceux qui furent cruellement torturé allaient chercher vengeance et entraîner avec eux dans leur lutte un très grand nombre de gens.

Suite votre note Abrégé de l'Histoire De la Fin Des Temps dans l'Histoire des Nations.

